

► **Année:** 2007 ► **Numero:** Novembre - Décembre ► **Categorie:** Comptes rendus

## Alain-G. Gagnon et al. Les nationalismes majoritaires contemporains



Jean Roy

17-12-2007

**Alain-G. Gagnon, André Lecours, Geneviève Nootens et al.**

*Les nationalismes majoritaires contemporains : identité, mémoire, pouvoir*, Québec Amérique, 2006, 320 pages

Le titre, iconoclaste, fait déjà œuvre de salubrité publique. Il casse l'amalgame porté par l'esprit du temps entre nationalisme et nationalisme minoritaire. Selon cette assimilation frauduleuse le nationalisme serait la tare congénitale des petites nations frustrées en mal de pouvoir et de grandeur. Ici les accusations infamantes pleuvent : ethnocentrisme, xénophobie, racisme, chauvinisme, intolérance, fixation archaïque, frilosité, narcissismes des petites différences, bigoterie, ressentiment, repliement, caprice d'enfants gâtés, crispation antimoderne, etc. Même insignifiantes et méprisables, ces petites nations seraient donc terriblement maléfiques. Les grandes et vieilles nations en possession d'État échapperaient à ces démons.

Dans leur cas, seul le nationalisme civique peut convenir. Si par impossible des relents de racisme sévissent encore ce ne peut être que dans leurs marges. Néanmoins le doute persiste. Se pourrait-il que l'accusateur soit accusé et qu'il souffre lui aussi de la maladie honteuse quoique enveloppée dans des formes différentes, des formes juridiques par exemple. L'hypothèse mérite examen. C'est le résultat de l'enquête que nous présentent ici des universitaires de plusieurs pays de bonne réputation démocratique. Vérification faite l'écart entre la prétention et l'effectivité apparaît souvent plus grand qu'il n'y paraît. Dans son avant-propos, Alain-G Gagnon en conclut «qu'aujourd'hui, dans les pays de démocratie libérale, le nationalisme gagne à être étudié sous l'angle des rapports de force entre communautés et de leur lieu à l'État» ( p.13)

L'excellent article d'Alain Dieckhoff mérite le détour. En effet, il prend à rebours l'idée trop bien reçue selon laquelle l'effervescence nationaliste contemporaine est partout et toujours un phénomène régressif et anachronique, voué à disparaître avec les avancées de la globalisation. À l'évidence l'Histoire tarde à accomplir la prophétie. Dieckhoff prend nommément à partie Hobsbawm, Fukuyama et Habermas qui, étonnamment, partagent la même illusion : le bouillonnement nationaliste actuel ne serait en réalité que son chant du cygne. Puisque la mondialisation avance inéluctablement vers l'universel les particularismes doivent s'effacer. La prolifération étatique et la globalisation économique ne peuvent marcher de pair. Selon l'air bien connu, en dernière analyse ( celle qu'on ne fait jamais), l'économie commande... L'économisme moderne n'a pas qu'un seul visage. Cette certitude idéologique n'est pas validée par l'expérience. La modernisation a aussi un effet catalyseur sur les nationalismes. Le Québec en fournit une illustration convaincante. Le fait de partager des valeurs et des comportements communs n'entraîne aucunement la convergence identitaire : « Des francophones qui, alors qu'ils étaient 34 % à se définir comme Canadiens et 21 % comme Québécois en 1970, étaient respectivement 9 % et 59 % vingt ans plus tard » (p.59) C'est que le nationalisme minoritaire est provoqué par le nationalisme majoritaire qui, bien entendu, avance masqué. Il n'en est pas moins réel du fait qu'il ne se nomme pas comme tel mais plutôt «patriotisme» ou «nationalisme de citoyenneté». Les citoyens du ROC escamotent l'importance réelle de leur langue, une langue particulière, dans leur allégeance à l'État. Leur langue ne requiert aucune action particulière de la part de leur État ; elle s'impose d'elle-même par la seule pression de son poids social. De ce fait l'État peut jouer la prétention à la neutralité tout en touchant les dividendes de la cohésion véhiculée par une langue et une culture communes. En effet, la langue ne peut être réduite à sa seule dimension utilitaire, elle transporte avec elle le poids d'une culture et d'une histoire et par conséquent la densité d'une identité. La langue de la nation majoritaire n'est pas moins particulière que celle de l'autre mais, fortement prédominante, elle réduit l'apparence de sa particularité et accentue du même coup la particularité minoritaire au point de la faire paraître contestataire. Ainsi, le jeu des apparences masque la collusion de fait de la nation majoritaire et de l'État central et tend à confiner l'autre nation au rôle de trouble-fête.

Le nationalisme majoritaire est également masqué par l'action « universalisante » d'un État qui ne veut connaître que des citoyens égaux traités également. L'action de l'État se heurte ici à un individu collectif, la nation minoritaire, qui, pour être traitée équitablement, exige une action différenciée, asymétrique, adaptée à cette spécificité. En voulant l'ignorer il atteint l'identité même de la nation minoritaire. Sous cette apparente justice aveugle aux différences se dissimule une négation intéressée. En ne reconnaissant que des individus abstraits, déterritorialisés, an-historiques et amnésiques, bref apatrides, une nation en nie pratiquement une autre qui, pour ne disposer que d'un morceau d'État, en principe autonome dans les limites de sa compétence, n'en est pas moins aussi légitime que l'autre. Dieckhoff cerne ce point avec une grande clarté : « L'État est présenté comme organisant des rapports strictement égalitaires avec l'ensemble des citoyens. Toutefois, cette conception « universalisante » et abstraite est bien adaptée aux besoins nationaux du groupe majoritaire et aux attentes des groupes dispersés sur l'ensemble du territoire : minorités religieuses et linguistiques, immigrés... Elle est bien moins satisfaisante pour les groupes territorialisés qui se considèrent comme des nations à part entière et voient dans le « nationalisme de la citoyenneté » un instrument de dilution de leur identité propre. Ce nationalisme de la majorité, recouvert d'un vernis universaliste, a beau être inconscient, il n'en est pas moins réel » ( p. 60-61)

Déjà dans *La nation dans tous ses états* (2000) Dieckhoff avait démasqué l'hypocrisie de la nation majoritaire. Ce qui ne l'avait pas empêché, en conclusion, de voir malgré tout la Suisse, l'Espagne, la Belgique et le Canada des exemples d'États qui incarnent heureusement l'idée multinationale ( p.286-294). Vu de loin l'image surfaite du Canada résiste assez bien.

James Bickerton, professeur de science politique à l'Université St. Francis Xavier en Nouvelle-Écosse traite du nationalisme majoritaire au Canada. Son essai n'offre rien de particulièrement lumineux ou novateur sur le sujet. Tout compte fait toute autre solution que le statu quo actuel serait pire, voire catastrophique. Toutes les rondes constitutionnelles ont lamentablement échoué et l'opinion au Canada anglais affiche le plus profond scepticisme quant au succès d'une éventuelle reprise de la « conversation canadienne » car le conflit en est un « de visions et de principes » ( p.2520). L'impasse porte sur la nature même de la communauté politique : disagreeing on fundamentals ( K.C. McRoberts).

Pour régler vraiment le problème, certains préconisent une décentralisation radicale. Sur ce point, il rejoint l'opinion de Jane Jenson : « Cela risque d'effriter le Canada sans résoudre le problème du Québec » (p.260) Néanmoins le problème, lancinant, ne peut être indéfiniment reporté. Car « un régime démocratique ne peut perdurer sans une identité politique commune. » Cependant il n'estime pas que le Canada et le Québec devraient rompre, sans exclure par la suite un partenariat basé sur l'asymétrie. Selon lui, une telle hypothèse n'est pas la véritable solution. D'autres reconnaissent qu'il existe une authentique nation canadienne, bien enracinée, mais qui n'ose pas se reconnaître. Ce mutisme est malsain. Pour nous reconnaître comme nation et établir avec nous des relations sur une base d'égalité et de réciprocité, le Canada anglais doit se comprendre comme une nation, non pas comme la nation. Tel est l'avis de Philip Resnick et de quelques autres, moins connus. Bickerton rejette également cette solution et avec G. Kennerman s'alarme même qu'elle puisse être largement partagée car « le Canada cessera d'exister sous la forme que nous lui avons connue c'est-à-dire de façon implicite au sein d'un nationalisme ouvert et tolérant » (p.259). Au fond, le Canada qui n'a jamais cessé d'être unitaire mais qui l'est davantage depuis Trudeau se voit toujours comme un pays exemplaire, « ouvert et tolérant ». Jamais au grand jamais, il n'aurait osé imposer unilatéralement sa vision et sa volonté concernant la loi fondamentale. C'est pourquoi, ajoute Bickerton, « le Québec a poursuivi son propre projet de société : il s'est donné une expression institutionnelle de son caractère distinct à l'intérieur du Canada sans avoir à dégager ou à nier la dimension canadienne de l'identité et de la nationalité de ses citoyens. Résultat : deux nationalités réussies et deux régimes distincts de citoyenneté ont été créés ; les québécois participent aux deux et continuent à démontrer leur capacité « d'être deux choses à la fois ». Ils partagent l'identité canadienne et ils ont participé activement au projet national canadien, comme à celui du Québec ; et on peut dire qu'ils ont construit deux nationalités ». Ce beau résultat s'est réalisé « sans l'adoption d'une asymétrie constitutionnelle importante » Pourquoi le Québec rêve-t-il donc toujours d'un autre statut à l'intérieur d'un Canada uni, libre et prospère, voire d'un État indépendant et pourquoi le Canada devrait-il modifier sa constitution ? Au final, ne devrait-on pas s'accommoder du « statu quo évolutif » « puisqu'il appert que cette coexistence et cette juxtaposition des identités nationales ne sont nuisibles ni pour la majorité ni pour la minorité ; c'est plutôt le contraire, comme le montre les succès politiques et économiques respectifs du Canada et du

Québec» ( p.261-262).

Certes, il fut un temps où le nationalisme britanno-canadien, puis canadien, manifestait un petit côté « exclusiviste, assimilationniste et parfois répressif – le visage sans fard de la majorité » ( p. 224) mais ce temps est révolu. Avant de disparaître il aura pourtant laissé pendant longtemps un reliquat de culpabilité collective» (p.225), ce qui laisse entendre que ce reliquat s'est bel et bien dissipé. À supposer que ce sentiment de culpabilité ait durablement accablé la conscience nationale on ne peut que s'étonner de sa stérilité et de son extrême discrétion. L'histoire est écrite par les vainqueurs et ceux-ci ne tardent pas à s'annexer la Providence dans la gestion de leurs conquêtes. Pendant longtemps les héritiers ont célébré les bienfaits de la Conquête pour tous : «A happier calamity never befell a people than the conquest of Canada by the British arms» ( F. Parkman, France and England in North America, 10 vol, 1851-1892, vol.2, p. 401). Sans scrupules excessifs, les maîtres gouvernent de manière conséquente. Plus près de nous, la bonne conscience ne dédaigne pas de se couvrir à l'occasion de la flagornerie à l'égard du vaincu qui serait plutôt le vrai maître : «Le pouvoir du Québec a créé l'identité canadienne et, grâce à celui-ci le Canada est devenu une nation plus progressiste» (Lawrence Martin, La Presse, 12.12.04, A-14) bref, le nationalisme majoritaire canadien traité par un universitaire de cette majorité se garde bien de raviver outre mesure le sentiment de culpabilité des uns et de ressentiment des autres. Il se voit plutôt décerner un satisfecit d'ouverture et de tolérance vis-à-vis ses minorités, y compris celle qui peut menacer l'intégrité du territoire... en fin de compte rien de grave ne s'est vraiment passé. Le nation building peut se poursuivre avec ou sans le consentement du Québec. La rule of law outaouaise peut continuer de s'appliquer sans égard aux lois du Québec quand l'intérêt supérieur de la nation l'exige. Significativement, la nation désigne ici tout aussi bien la nation majoritaire que l'État, l'un utilisant l'autre pour se consolider.

Du point de vue de l'anthropologie philosophique, le catalan Angel Castineira nous livre une réflexion de grande densité sur l'identité nationale pensée à partir de l'identité personnelle. Pour défricher ce terrain il mobilise de nombreuses références. Il recoupe souvent sur ce thème la notion d'identité narrative si fortement développée par le dernier Ricoeur :

L'auto-conscience n'est pas le point de départ mais le point d'arrivée des histoires que nous (nous) racontons. Les récits constituent la clé privilégiée de médiation pour nous interpréter, pour construire notre propre schéma mental de ce que nous sommes et où nous sommes, de ce que nous faisons et le sens que nous donnons à action ( p.87).

De la même façon que l'histoire de notre vie n'acquiert ordre et sens qu'à travers la narration que nous en faisons et constitue du même coup notre ipséité, de la même façon « la mémoire collective est la composante centrale et celle qui donne de la continuité à l'identité nationale et qui permet la (re) construction nationale » (p.104) Pour un peuple comme pour un individu, perdre la mémoire c'est perdre son identité. On peut mesurer par là l'importance cruciale des commémorations par lesquelles se fortifie la remémoration. De ce point de vue, enseigner une histoire dénationalisée telle que la propose la trop fameuse « histoire et éducation à la citoyenneté » prend un relief absolument dramatique. Castineira ne peut manquer de faire le rapprochement entre 1714 en Catalogne et 1759 au Québec et n'a aucune difficulté à faire comprendre « le processus de minorisation dérivée de la défaite », « la profonde blessure dans la capacité d'autoreprésentation » et « l'ambiguïté identitaire et politique, caractéristique en Catalogne et au Québec » (p.119-120) Les auteurs d'une histoire renationalisée pourraient utilement solliciter son expertise.

Nos post-modernes déconstructeurs de l'État-nation déploient des analyses d'une grande subtilité mais souvent aux dépens du réalisme le plus élémentaire. Peu amène avec les multiculturalistes – « force est de constater que dans tous les pays où il est présent le multiculturalisme est la solution du groupe majoritaire » (p.151) – le géographe Louis Dupont fait mouche lorsqu'il raconte cette anecdote rafraîchissante :

J'ai assisté en 2001 à Londres à une conférence intitulée « The Deepening Integration of the Americas », organisée par le University College de Londres. Deux Britanniques sont venus entretenir les participants de leur « citoyenneté » mondiale. La réponse des Sud-Américains ne s'est pas fait attendre : « Tear off your passport » ; plus sérieusement, ils ont fait valoir qu'ils seraient prêts aussi à être citoyens du monde le jour où leur pays respectif serait aussi riche et stable politiquement que la Grande-Bretagne (p.136).

Rien de tel qu'une grande fortune pour relativiser avec hauteur la précarité.

[Fermer la fenêtre](#)